

sont conformes aux exigences. Autrement dit, il s'agit d'une forme de protection. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a beau dire qu'il ne croit pas aux tarifs douaniers ou aux mesures protectionnistes, c'est en réalité une forme de protectionnisme qu'applique le ministre aux entreprises qui répondent aux exigences.

**L'hon. M. Turner:** Votre argument économique est pas mal tiré par les cheveux.

**L'hon. M. Hees:** Il est parfaitement juste.

**L'hon. M. Stanfield:** Je me contente d'expliquer la situation.

**L'hon. M. Hees:** Vous ne comprenez pas votre propre budget.

**L'hon. M. Stanfield:** Ce que fait le ministre, c'est subventionner ces entreprises, par le truchement de transferts fiscaux, à l'égard des ventes intérieures et, dans une certaine mesure, des exportations. C'est une politique nationale destinée à encourager la fabrication au Canada afin d'augmenter notre part du marché intérieur et d'accroître nos débouchés d'exportation. Le ministre devrait être prêt à donner à sa politique le nom qu'elle mérite.

Si je décris la proposition du ministre en ces termes, ce n'est pas dans l'intention de la critiquer. Je ne la critique pas en tant que telle. Je m'efforce simplement de montrer ce qu'on est en train de faire. Je n'ai aucune objection à ce qu'on encourage de la sorte les entreprises de fabrication et de traitement, car j'estime que cela leur permettra de mieux soutenir la concurrence dans le monde actuel. Depuis déjà quelque temps j'insiste là-dessus, il importe que les sociétés canadiennes soient en mesure de soutenir la concurrence dans le monde tel qu'il est. Je l'ai dit ouvertement, et je vois d'un bon œil ce que le ministre a fait, à condition que ce soit le prélude à d'autres mesures.

Mais quelles mesures devraient accompagner ce que le ministre propose pour aider certaines sociétés canadiennes? Le ministre veut créer des emplois dans les industries de fabrication et de transformation. Sa mesure y parviendrait seulement à condition que ces sociétés trouvent de nouveaux marchés au Canada ou à l'étranger. Je dois dire que j'ai trouvé le secrétaire d'État aux Affaires étrangères d'une suffisance extraordinaire cet après-midi, vu les problèmes de commercialisation et d'accès aux marchés auxquels un pays comme le nôtre fait face aujourd'hui. Il a parlé de ces problèmes mais il a donné l'impression d'être étonnamment satisfait de la situation.

Le ministre des Finances suppose que l'encouragement offert permettra aux industries de fabrication et de transformation, d'obtenir une plus large part du marché étranger ou national, grâce à des prix réduits, je suppose. C'est sans doute ce que pense le ministre: les sociétés pourront réduire leurs prix et devenir plus concurrentielles. D'aucunes pourront le faire dans une mesure qu'on ne saurait

prédire. Le ministre nous dit qu'il faudra attendre des années avant de voir les résultats de ses propositions. Autrement dit, il ne propose à la Chambre rien qui assure une hausse extraordinaire du nombre d'emplois. Il l'admet lui-même: il s'agit d'une mesure dont les résultats ne se feront pas sentir avant des années peut-être. Les entreprises qui profiteront de ce que le ministre propose sont celles qui réalisent actuellement des bénéfices. Un très grand nombre d'entreprises subissent des pertes fréquentes à cause de l'état du marché et non faute d'efficacité, et je rappelle au ministre que sa proposition ne leur offre aucune aide. Il ne saurait le nier.

En outre, ce qui est beaucoup plus important, sa proposition est à peu près inutile pour les nouvelles entreprises. Elle n'offre que très peu d'encouragement à quiconque veut mettre sur pied une nouvelle industrie dans notre pays car, en général, une nouvelle industrie met plusieurs années à réaliser des profits nets. En toute sincérité, je dis au ministre que ce qu'il propose même pour les industries de fabrication et de transformation n'offrira que très peu d'encouragement à la mise sur pied de nouvelles entreprises sans ce secteur au Canada. Si nous voulons réellement vaincre le chômage et créer les emplois voulus dans les industries de fabrication et de transformation de notre pays, il nous faut lancer un grand nombre de nouvelles industries, et je tiens à dire au ministre que sa proposition ne suffit pas du tout à cet égard.

**L'hon. M. Sharp:** Cela est ridicule.

**L'hon. M. Stanfield:** Je vous demande pardon.

**L'hon. M. Sharp:** Je veux dire que cela n'est certainement pas vrai.

**L'hon. M. Stanfield:** Le ministre dit que cela n'est pas vrai.

**L'hon. M. Hees:** Comment pouvez-vous aider une société qui n'a pas de revenu imposable?

**L'hon. M. Stanfield:** Il est très facile au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de dire que c'est une déclaration ridicule, mais c'est une déclaration qu'il ne peut pas contredire, car elle est entièrement exacte. Une diminution de l'impôt sur les sociétés et un amortissement rapide ne peuvent en fait en aucun cas encourager les gens à lancer de nouvelles industries, car ils ne pourront en tirer profit que d'ici plusieurs années.

**L'hon. M. Hees:** Cela est très vrai.

**L'hon. M. Sharp:** Je le répète, cela est ridicule.

**L'hon. M. Stanfield:** J'ai peur que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne comprenne pas ce genre de choses.

**L'hon. M. Sharp:** Mais si, je les comprends très bien.